

Communiqué de presse

Le MAN dénonce les confusions qui font violence aux Roms

114 rue de Vaugirard
75006 PARIS
33 (0)1 45 44 48 25
man@nonviolence.fr
www.non-violence.fr

Pendant des années on a ignoré les Roms. En quelques semaines, on aura inondé l'opinion d'informations, fausses ou justes, à leur égard.

On a vite compris que ce peuple servait de bouc émissaire au gouvernement, à la recherche d'une approbation populaire de sa politique sécuritaire.

À présent, il s'agit de rendre justice, c'est-à-dire sortir des confusions volontaires qui permettent de nourrir des mesures violentes qui révoltent l'ONU, le Conseil de l'Europe, les Églises, et, tout simplement les citoyens éclairés.

Le MAN rappelle :

- o que si tous les Tsiganes d'Europe sont désignés, à Bruxelles ou à Strasbourg, par le mot « Roms », en France, les Tsiganes français préfèrent, eux, être appelés pour ce qu'ils sont : Gitans ou Manouches.
- o que le droit à vivre en habitat mobile ou caravane, qu'a prévu la loi Besson (Louis et non Éric) de juillet 2000, depuis 10 ans donc, n'est sciemment pas respecté par l'État et nombre de communes concernées de plus de 5000 habitants.
- o que les voyageurs, vivant en habitat mobile, sont une minorité et que c'est donc indûment qu'on désigne l'ensemble des Français tsiganes, nos compatriotes, sous le vocable « gens du voyage », une appellation administrative unique en Europe et, par ailleurs, sans singulier, ni féminin !
- o que les Français tsiganes sont de l'ordre de 400 000, alors que les Tsiganes étrangers venus en France, à bon droit appelés Roms, notamment roumains et bulgares sont à peine 15 000.

par ailleurs le MAN rappelle :

- o que les Roms roumains et bulgares sont, depuis janvier 2007, nos concitoyens européens et ne peuvent être interdits de présence en France.
- o Qu'un bidonville n'est pas une aire d'accueil et qu'il n'y a pas de caravanes en Roumanie.
- o que la misère n'est pas une faute et que ce n'est pas la délinquance qui engendre la misère mais l'inverse.
- o que si la France ne peut prendre en charge « toute la misère du monde », elle doit « en prendre sa part » et notamment quand il s'agit des Roms, la plus vaste des minorités ethniques européennes !
- o que les expulsions, même déguisées en retour « volontaire », avec ou sans pécule, constituent une violence injuste et inutile, dès lors que les familles concernées reviennent après rapide constat que le sort qui les attend, en Roumanie, est pire encore que celui qu'ils ont connu.
- o Que la non reconnaissance des crimes historiques qu'a subi le peuple rom constitue un déni dont souffrira l'Europe tout entière si elle vient à oublier son passé.

Le MAN souhaite qu'une fois retombée la fièvre médiatique et apaisées les tensions politiques, on ne laisse pas, de nouveau, les Roms d'Europe, français ou étrangers, hors des préoccupations des collectivités territoriales.

Le droit à vivre dans la dignité fait partie des droits de l'homme et ce ne sont pas les appels incantatoires à l'intégration (alors que chacun sait que la culture tsigane n'est pas « soluble » dans la civilisation occidentale) qui peuvent suffire à faire vivre ensemble, en paix et en sécurité, dans l'unité et la diversité, ces Européens parmi les Européens que sont les Roms.